

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2003 B 03017
Numéro SIREN : 408 129 963
Nom ou dénomination : ROND POINT IMMOBILIER

Ce dépôt a été enregistré le 21/09/2021 sous le numéro de dépôt 103650

ROND POINT IMMOBILIER

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

MAZARS
61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

A l'assemblée générale
ROND POINT IMMOBILIER
9 Rond-Point des Champs Elysées Marcel Dassault
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ROND POINT IMMOBILIER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur

leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe a) de la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les modalités d'évaluation et de dépréciation des immobilisations financières figurant à l'actif du bilan de votre société.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliquées et des estimations significatives retenues par votre société, nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes comptables, leur correcte application, et apprécié le caractère raisonnable des modalités retenues pour ces estimations ainsi que les informations fournies dans l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ROND POINT IMMOBILIER

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020 - Page 4

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 26 mai 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

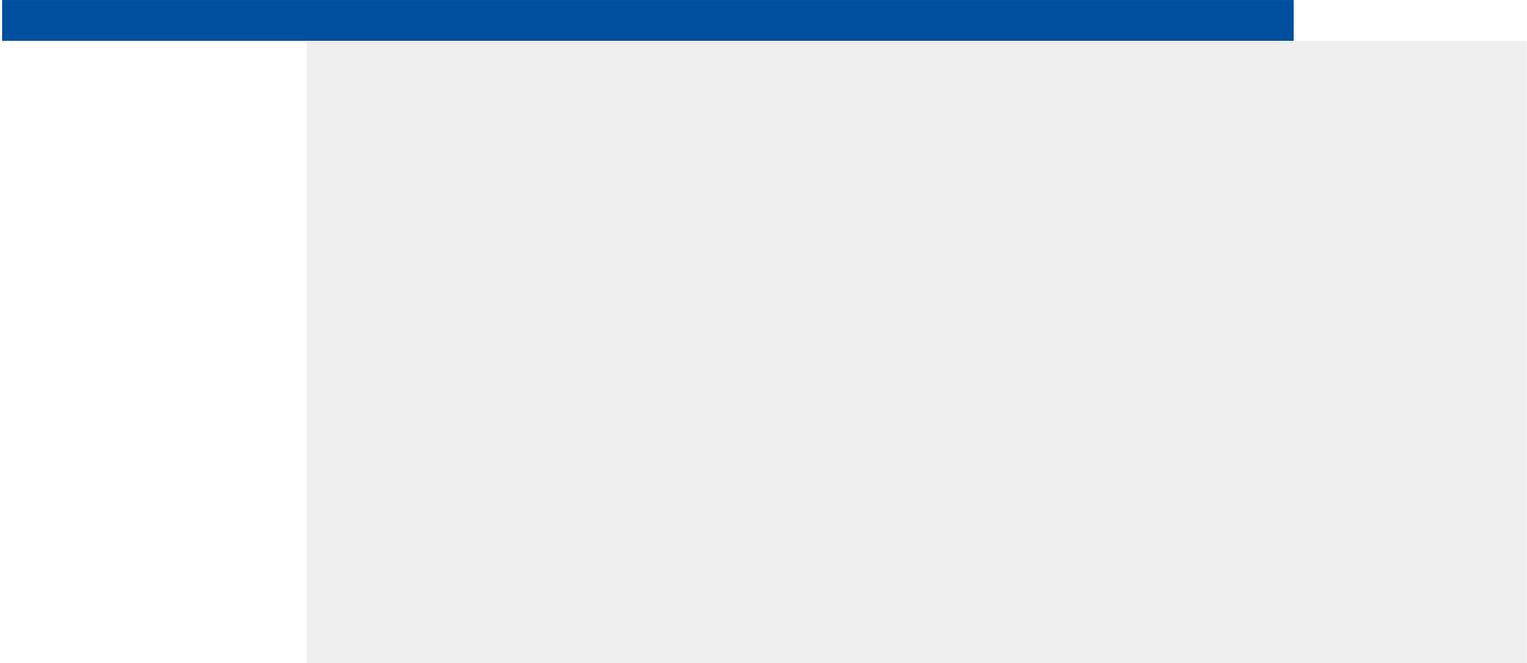
Edouard Demarcq

Manuela Baudoin-Revert

ROND POINT IMMOBILIER SAS

**9 rond-point des Champs-Élysées
Marcel Dassault
75008 Paris**

Comptes Annuels au 31/12/2020



- SOMMAIRE -

Bilan et Compte de résultat

Bilan - Actif _____	3
Bilan - Passif _____	4
Compte de résultat _____	5

Annexes

Informations générales-faits caractéristiques _____	8
Règles et méthodes comptables _____	9
Immobilisations _____	10
Provisions et dépréciations _____	11
Créances et dettes _____	12
Explication concernant certains postes du bilan _____	13
Charges à payer _____	14
Produits à recevoir _____	15
Composition du capital social _____	16
Variation des capitaux propres _____	17
Explications concernant certains postes compte de résultat _____	18
Répartition de l'impôt sur les bénéfices _____	19

Engagements financiers et autres informations

Situation fiscale différée et latente _____	21
Liste des filiales et participations _____	22
Tableau de financement _____	23

Bilan et Compte de résultat

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 081 386 959		1 081 386 959	1 081 386 959
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	1 081 386 959		1 081 386 959	1 081 386 959
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	2 353 741		2 353 741	1 795 897
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	28 763		28 763	1 174
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	2 382 503		2 382 503	1 797 071
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 083 769 463		1 083 769 463	1 083 184 030

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 343 024 000)	343 024 000	343 024 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	34 302 400	34 302 400
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	599 749 870	622 094 646
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	91 874 847	69 414 144
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	1 068 951 117	1 068 835 190
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	13 399 492	13 399 492
PROVISIONS	13 399 492	13 399 492
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		180 855
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 120	6 060
Dettes fiscales et sociales	315 734	162 433
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 100 000	600 000
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	1 418 854	949 348
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 083 769 463	1 083 184 030

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits			1	
PRODUITS D'EXPLOITATION			1	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			10 373	8 472
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges				
CHARGES D'EXPLOITATION			10 373	8 472
RESULTAT D'EXPLOITATION			-10 373	-8 472
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			93 179 047	70 488 967
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			3 741	6 213
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			93 182 787	70 495 180
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			93 182 787	70 495 180
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			93 172 415	70 486 708

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 297 568	1 072 564
TOTAL DES PRODUITS	93 182 788	70 495 180
TOTAL DES CHARGES	1 307 941	1 081 036
BENEFICE OU PERTE	91 874 847	69 414 144

Annexe

Informations générales-faits caractéristiques

INFORMATIONS GENERALES

La société ROND POINT IMMOBILIER a été constituée à l'origine, sous forme de société civile le 2 juillet 1996.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 19 décembre 2002, la société a été transformée en société par actions simplifiées.

L'exercice a une durée de 12 mois.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société a versé à ses actionnaires 91.8 M€ de dividendes au titre de ses résultats 2019

La société a pour principal actif des titres de participation dans la société GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT, dont elle détient 59.32% du capital.

La société ROND POINT IMMOBILIER n'a, toutefois, pas à établir de comptes consolidés, tant en normes IFRS qu'en normes françaises, dans la mesure où elle ne contrôle pas la société GIMD compte tenu des règles de gouvernance en vigueur dans la société.

Impact de l'épidémie de Coronavirus

Les comptes au 31 décembre 2020 ont été préparés dans un contexte évolutif de crise sanitaire et économique lié à la Covid-19 qui ne nous permet pas à ce stade de connaître l'impact définitif sur la marche de nos affaires. La crise sanitaire et les mesures prises pour lutter contre la Covid-19 continuent d'affecter les économies et les marchés du monde entier.

CHIFFRES DE L'EXERCICE

Total du bilan (euros) :	1 083 769 463 €
Résultat net comptable (euros) :	91 874 847€

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du Code du Commerce art. L123-12 à L123-28, et du règlement n° 2014-03 du 5 Juin 2014 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, ou par la valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire correspond à la valeur probable de réalisation ou à la valeur d'utilité.

b) Créances

Les créances sont comptabilisées pour la valeur nominale. Une provision est constituée en cas de difficulté de recouvrement.

c) Impôts différés

La société applique la méthode de l'impôt différé.

L'impôt différé relatif aux plus-values d'échange de titres de participation intervenus antérieurement au niveau de GIMD, est comptabilisé en provision pour impôts.

Cette méthode a été utilisée pour la première fois sur l'exercice 2002, le changement de méthode a été calculé à cette date de manière rétrospective.

Depuis lors, la provision pour impôts est actualisée en cas de changement des modalités d'imposition des plus-values à long terme, en sursis, dans la société.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 081 386 959		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 081 386 959		
TOTAL GENERAL	1 081 386 959		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1 081 386 959	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			1 081 386 959	
TOTAL GENERAL			1 081 386 959	

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
		13 399 492		13 399 492
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	13 399 492			13 399 492
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	13 399 492			13 399 492
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an	
Créances rattachées à des participations				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients				
Créance représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux				
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices				
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés				
Etat, autres collectivités : créances diverses				
Groupe et associés	2 353 741	2 340	2 351 401	
Débiteurs divers				
Charges constatées d'avance				
TOTAL GENERAL	2 353 741	2 340	2 351 401	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice				
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés				
ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 120	3 120		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices	315 734	315 734		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 100 000	1 100 000		
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	1 418 854	1 418 854		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

**Explication concernant certains
postes du bilan****CREANCES**

Elles sont constituées des avances en compte courant consenties à la société Groupe Industriel Marcel Dassault pour 2 351 400 € et des intérêts courus à percevoir pour 2 340 €.

DETTES

Elles représentent essentiellement les liquidités avancées par la société Groupe Industriel Marcel Dassault dans le cadre d'une convention de trésorerie pour 1 100 000 €.

Charges à payer

Libellé	31/12/2020
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
FOURNISSEURS/FACT. NON PARVENUES	3 120,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	3 120,00
TOTAL CHARGES A PAYER	3 120,00

Produits à recevoir

Libellé	31/12/2020
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
DEBITEURS DIVERS : PROD. A RECEVOIR	2 340,16
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
	2 340,16
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	
	2 340,16

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	42 878 000			8

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		1 068 835 190
Distributions sur résultats antérieurs		91 758 920
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		977 076 270
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		91 874 847
	SOLDE	91 874 847
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		1 068 951 117

**Explications concernant certains
postes compte de résultat****PRODUITS FINANCIERS :**

Les produits financiers correspondent :

- Aux intérêts se rapportant à la convention d'avance en compte courant conclue avec la société Groupe Industriel Marcel Dassault : 3 741 €.
- Aux dividendes reçus de la société Groupe Industriel Marcel Dassault : 93 179 047 €.

**Répartition de l'impôt sur les
bénéfices**

Répartition	Résultat avant Impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	93 172 415	1 297 568	91 874 847
RESULTAT COMPTABLE	93 172 415	1 297 568	91 874 847

Engagements Financiers et Autres Informations

Situation fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR : Provisions réglementaires : Provisions pour hausse de prix Provisions pour fluctuation des cours Provisions pour investissements Amortissements dérogatoires Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : Congés payés Participation des salariés Autres A déduire ultérieurement : Provisions pour propre assureur Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	

IMPOT DU SUR : Quote-part de frais et charges résultant des plus values nettes d'échange de titres de participation du secteur exonéré, CREDIT A IMPUTER SUR : Déficit reportables Moins-values à long terme	13 399 492
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	13 399 492

Liste des filiales et participations

<i>Dénomination Siège Social</i>	<i>Capital Capitaux Propres</i>	<i>Q.P. Détenue Divid. encaiss.</i>	<i>Val. brute Titres Val. nette Titres</i>	<i>Prêts, avances Cautions</i>	<i>Chiffre d'affaires Résultat</i>
FILIALES (plus de 50%)					
GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT	512 851 968	59% en toute propriété 59% en droits de vote	1 081 386 959	2 351 401	42 865 581
	4 371 317 071	93 179 047	1 081 386 959		814 335 323
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
AUTRES TITRES					

Tableau de financement

Emplois	Exercice N	Exercice N-1	Ressources	Exercice N	Exercice N-1
Distributions mises en paiement en cours d'exercice	91 758 920	67 625 240	Capacité d'autofinancement de l'exercice	91 874 847	69 414 144
Acquisitions éléments actif immobilisé			Cessions éléments actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles			- Immobilisations incorporelles		
- Immobilisations corporelles			- Immobilisations corporelles		
- Immobilisations financières		784 930	- Immobilisations financières		
Charges à répartir sur plusieurs exercices			Augmentation capitaux propres		
Réduction capitaux propres			- Capital ou apports		
Remboursement dettes financières			- Autres capitaux propres		
			Augmentation dettes financières		
TOTAL EMPLOIS	91 758 920	68 410 170	TOTAL RESSOURCES	91 874 847	69 414 144
RESSOURCE NETTE	115 927	1 003 974	EMPLOI NET		
Variation du fonds de roulement net global			Besoins (B)	Dégagements (D)	Solde N (D-B)
					Solde N-1
VARIATIONS EXPLOITATION					
Variations des actifs d'exploitation					
- Stocks et en-cours					
- Avances et acomptes versés sur commandes					
- Créances clients, comptes rattachés et autres créances			561 401		-1 435 981
Variations des dettes d'exploitation					
- Avances et acomptes reçus sur commandes en cours					
- Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes			2 940		266 185
TOTAUX EXPLOITATION			564 341		-1 169 796
A VARIATION NETTE EXPLOITATION					-564 341
VARIATIONS HORS EXPLOITATION					
Variations des autres débiteurs				3 557	3 557
Variations des autres créditeurs				653 301	653 301
TOTAUX HORS EXPLOITATION				656 858	656 858
B VARIATION NETTE HORS EXPLOITATION					656 858
TOTAL [A+B] DEGAGEMENT NET DE FONDS DE ROULEMENT					92 518
VARIATIONS TRESORERIE					
Variations des disponibilités			27 589		17 920
Variations concours bancaires courants, soldes crédit. banque			180 855		147 901
TOTAUX TRESORERIE			208 444		165 822
C VARIATION NETTE TRESORERIE					165 822
VARIATION FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL [A+B+C] : RESSOURCE NETTE					-115 927

ROND POINT IMMOBILIER

Société par actions simplifiée au capital de 343.024.000 €
Siège Social : 9, Rond-point des Champs – Elysées - Marcel Dassault, 75008 Paris
RCS PARIS 408 129 963

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 10 JUIN 2021



PROJET DE RESOLUTION D'AFFECTION DU RESULTAT

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 91.874.846,80 € de la manière suivante :

Report à nouveau antérieur 599.749.869,75 €
Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020 91.874.846,80 €

Le bénéfice distribuable s'élevant ainsi à 691.624.716,55 €

L'Assemblée Générale décide la distribution suivante :

- A l'ensemble des associés, un dividende unitaire de 6,80 € par action, soit 291.570.400 €
- Au report à nouveau, le solde qui s'élève ainsi à 400.054.316,55 €.

Il est précisé que l'acompte sur dividendes décidé par le Président le 27 mai 2021 et qui sera versé fin juin début juillet 2021 (55.741.400 €) s'impute sur le versement de cette distribution.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Président pour fixer une date de paiement des dividendes qui devra avoir lieu au plus tard le 30 septembre 2021.

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, je vous rappelle que les distributions de dividendes réalisées au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercices	Dividende par action
Exercice clos le 31 décembre 2019	2,14 €
Exercice clos le 31 décembre 2018	2,58 €
Exercice clos le 31 décembre 2017	1 €

RESOLUTION VOTEE

L'Assemblée Générale, sur proposition du Président, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 91.874.846,80 € de la manière suivante :

Report à nouveau antérieur 599.749.869,75 €
Bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020 91.874.846,80 €

Le bénéfice distribuable s'élevant ainsi à 691.624.716,55 €

L'Assemblée Générale décide la distribution suivante :

- A l'ensemble des associés, un dividende unitaire de 6,80 € par action, soit 291.570.400 €
- Au report à nouveau, le solde qui s'élève ainsi à 400.054.316,55 €.

Il est précisé que l'acompte sur dividendes décidé par le Président le 27 mai 2021 et qui sera versé fin juin début juillet 2021 (55.741.400 €) s'impute sur le versement de cette distribution.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au Président pour fixer une date de paiement des dividendes qui devra avoir lieu au plus tard le 30 septembre 2021.

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, je vous rappelle que les distributions de dividendes réalisées au titre des trois exercices précédents ont été les suivantes :

Exercices	Dividende par action
Exercice clos le 31 décembre 2019	2,14 €
Exercice clos le 31 décembre 2018	2,58 €
Exercice clos le 31 décembre 2017	1 €

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actions ayant le droit de vote (usufruitiers et pleins propriétaires).

.../...



ROND POINT IMMOBILIER

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

MAZARS

61 rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2020)

A l'assemblée générale

ROND POINT IMMOBILIER

9 Rond-Point des Champs Elysées Marcel Dassault
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ROND POINT IMMOBILIER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur

leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe a) de la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels expose les modalités d'évaluation et de dépréciation des immobilisations financières figurant à l'actif du bilan de votre société.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables appliquées et des estimations significatives retenues par votre société, nous avons vérifié le bien-fondé de ces méthodes comptables, leur correcte application, et apprécié le caractère raisonnable des modalités retenues pour ces estimations ainsi que les informations fournies dans l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ROND POINT IMMOBILIER

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020 - Page 4

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 26 mai 2021

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

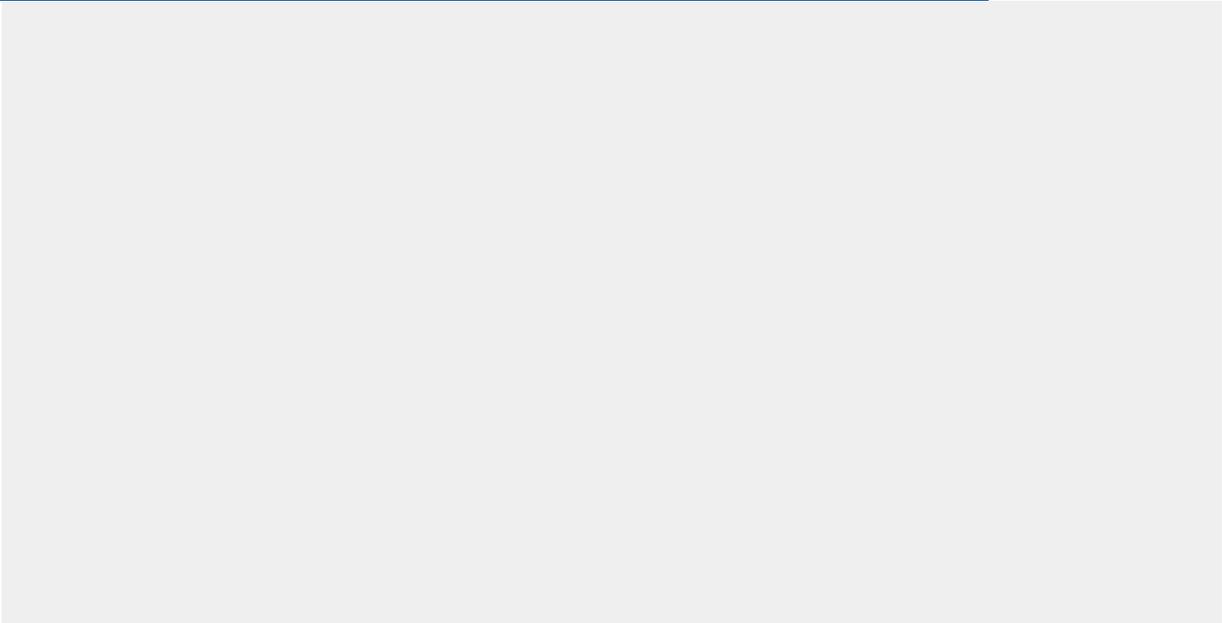
Edouard Demarcq

Manuela Baudoin-Revert

ROND POINT IMMOBILIER SAS

**9 rond-point des Champs-Élysées
Marcel Dassault
75008 Paris**

Comptes Annuels au 31/12/2020



- SOMMAIRE -

Bilan et Compte de résultat

Bilan - Actif _____	3
Bilan - Passif _____	4
Compte de résultat _____	5

Annexes

Informations générales-faits caractéristiques _____	8
Règles et méthodes comptables _____	9
Immobilisations _____	10
Provisions et dépréciations _____	11
Créances et dettes _____	12
Explication concernant certains postes du bilan _____	13
Charges à payer _____	14
Produits à recevoir _____	15
Composition du capital social _____	16
Variation des capitaux propres _____	17
Explications concernant certains postes compte de résultat _____	18
Répartition de l'impôt sur les bénéfices _____	19

Engagements financiers et autres informations

Situation fiscale différée et latente _____	21
Liste des filiales et participations _____	22
Tableau de financement _____	23

Bilan et Compte de résultat

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 081 386 959		1 081 386 959	1 081 386 959
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	1 081 386 959		1 081 386 959	1 081 386 959
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés				
Autres créances	2 353 741		2 353 741	1 795 897
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	28 763		28 763	1 174
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	2 382 503		2 382 503	1 797 071
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	1 083 769 463		1 083 769 463	1 083 184 030

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 343 024 000)	343 024 000	343 024 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	34 302 400	34 302 400
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	599 749 870	622 094 646
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	91 874 847	69 414 144
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	1 068 951 117	1 068 835 190
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	13 399 492	13 399 492
PROVISIONS	13 399 492	13 399 492
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		180 855
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 120	6 060
Dettes fiscales et sociales	315 734	162 433
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 100 000	600 000
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	1 418 854	949 348
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	1 083 769 463	1 083 184 030

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services				
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS				
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges				
Autres produits			1	
PRODUITS D'EXPLOITATION			1	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			10 373	8 472
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements				
Charges sociales				
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements				
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges				
CHARGES D'EXPLOITATION			10 373	8 472
RESULTAT D'EXPLOITATION			-10 373	-8 472
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			93 179 047	70 488 967
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			3 741	6 213
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			93 182 787	70 495 180
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES				
RESULTAT FINANCIER			93 182 787	70 495 180
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			93 172 415	70 486 708

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	1 297 568	1 072 564
TOTAL DES PRODUITS	93 182 788	70 495 180
TOTAL DES CHARGES	1 307 941	1 081 036
BENEFICE OU PERTE	91 874 847	69 414 144

Annexe

Informations générales-faits caractéristiques

INFORMATIONS GENERALES

La société ROND POINT IMMOBILIER a été constituée à l'origine, sous forme de société civile le 2 juillet 1996.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 19 décembre 2002, la société a été transformée en société par actions simplifiées.

L'exercice a une durée de 12 mois.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Au cours de l'exercice, la société a versé à ses actionnaires 91.8 M€ de dividendes au titre de ses résultats 2019

La société a pour principal actif des titres de participation dans la société GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT, dont elle détient 59.32% du capital.

La société ROND POINT IMMOBILIER n'a, toutefois, pas à établir de comptes consolidés, tant en normes IFRS qu'en normes françaises, dans la mesure où elle ne contrôle pas la société GIMD compte tenu des règles de gouvernance en vigueur dans la société.

Impact de l'épidémie de Coronavirus

Les comptes au 31 décembre 2020 ont été préparés dans un contexte évolutif de crise sanitaire et économique lié à la Covid-19 qui ne nous permet pas à ce stade de connaître l'impact définitif sur la marche de nos affaires. La crise sanitaire et les mesures prises pour lutter contre la Covid-19 continuent d'affecter les économies et les marchés du monde entier.

CHIFFRES DE L'EXERCICE

Total du bilan (euros) :	1 083 769 463 €
Résultat net comptable (euros) :	91 874 847€

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis en conformité avec les dispositions du Code du Commerce art. L123-12 à L123-28, et du règlement n° 2014-03 du 5 Juin 2014 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires, ou par la valeur d'apport.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire correspond à la valeur probable de réalisation ou à la valeur d'utilité.

b) Créances

Les créances sont comptabilisées pour la valeur nominale. Une provision est constituée en cas de difficulté de recouvrement.

c) Impôts différés

La société applique la méthode de l'impôt différé.

L'impôt différé relatif aux plus-values d'échange de titres de participation intervenus antérieurement au niveau de GIMD, est comptabilisé en provision pour impôts.

Cette méthode a été utilisée pour la première fois sur l'exercice 2002, le changement de méthode a été calculé à cette date de manière rétrospective.

Depuis lors, la provision pour impôts est actualisée en cas de changement des modalités d'imposition des plus-values à long terme, en sursis, dans la société.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.			
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier			
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	1 081 386 959		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 081 386 959		
TOTAL GENERAL	1 081 386 959		

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier				
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1 081 386 959	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			1 081 386 959	
TOTAL GENERAL			1 081 386 959	

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges				
		13 399 492		13 399 492
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	13 399 492			13 399 492
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS				
TOTAL GENERAL	13 399 492			13 399 492
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée			
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	2 353 741	2 340	2 351 401
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance			
TOTAL GENERAL	2 353 741	2 340	2 351 401

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
 Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
 Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 120	3 120		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat : impôt sur les bénéfices	315 734	315 734		
Etat : taxe sur la valeur ajoutée				
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 100 000	1 100 000		
Autres dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	1 418 854	1 418 854		

Emprunts souscrits en cours d'exercice
 Emprunts remboursés en cours d'exercice
 Emprunts, dettes contractés auprès d'associés

**Explication concernant certains
postes du bilan****CREANCES**

Elles sont constituées des avances en compte courant consenties à la société Groupe Industriel Marcel Dassault pour 2 351 400 € et des intérêts courus à percevoir pour 2 340 €.

DETTES

Elles représentent essentiellement les liquidités avancées par la société Groupe Industriel Marcel Dassault dans le cadre d'une convention de trésorerie pour 1 100 000 €.

Charges à payer

Libellé	31/12/2020
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
FOURNISSEURS/FACT. NON PARVENUES	3 120,00
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	3 120,00
TOTAL CHARGES A PAYER	3 120,00

Produits à recevoir

Libellé	31/12/2020
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
DEBITEURS DIVERS : PROD. A RECEVOIR	2 340,16
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
	2 340,16
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	
	2 340,16

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	42 878 000			8

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		1 068 835 190
Distributions sur résultats antérieurs		91 758 920
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		977 076 270
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		91 874 847
SOLDE		91 874 847
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		1 068 951 117

**Explications concernant certains
postes compte de résultat****PRODUITS FINANCIERS :**

Les produits financiers correspondent :

- Aux intérêts se rapportant à la convention d'avance en compte courant conclue avec la société Groupe Industriel Marcel Dassault : 3 741 €.
- Aux dividendes reçus de la société Groupe Industriel Marcel Dassault : 93 179 047 €.

**Répartition de l'impôt sur les
bénéfices**

Répartition	Résultat avant Impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	93 172 415	1 297 568	91 874 847
RESULTAT COMPTABLE	93 172 415	1 297 568	91 874 847

Engagements Financiers et Autres Informations

Situation fiscale différée et latente

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR : Provisions réglementaires : Provisions pour hausse de prix Provisions pour fluctuation des cours Provisions pour investissements Amortissements dérogatoires Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR : Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) : Congés payés Participation des salariés Autres A déduire ultérieurement : Provisions pour propre assureur Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	

IMPOT DU SUR : Quote-part de frais et charges résultant des plus values nettes d'échange de titres de participation du secteur exonéré, CREDIT A IMPUTER SUR : Déficit reportables Moins-values à long terme	13 399 492
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	13 399 492

Liste des filiales et participations

<i>Dénomination Siège Social</i>	<i>Capital Capitaux Propres</i>	<i>Q.P. Détenue Divid. encaiss.</i>	<i>Val. brute Titres Val. nette Titres</i>	<i>Prêts, avances Cautions</i>	<i>Chiffre d'affaires Résultat</i>
FILIALES (plus de 50%)					
GROUPE INDUSTRIEL MARCEL DASSAULT	512 851 968	59% en toute propriété 59% en droits de vote	1 081 386 959	2 351 401	42 865 581
	4 371 317 071	93 179 047	1 081 386 959		814 335 323
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
AUTRES TITRES					

Tableau de financement

Emplois	Exercice N	Exercice N-1	Ressources	Exercice N	Exercice N-1
Distributions mises en paiement en cours d'exercice	91 758 920	67 625 240	Capacité d'autofinancement de l'exercice	91 874 847	69 414 144
Acquisitions élmts actif immob. - Immobilisations incorporelles - Immobilisations corporelles - Immobilisations financières		784 930	Cessions élmts actif immobilisé - Immobilisations incorporelles - Immobilisations corporelles - Immobilisations financières		
Charges à répartir sur plusieurs exercices Réduction capitaux propres			Augmentation capitaux propres - Capital ou apports - Autres capitaux propres		
Remboursst dettes financières			Augmentation dettes financières		
TOTAL EMPLOIS	91 758 920	68 410 170	TOTAL RESSOURCES	91 874 847	69 414 144
RESSOURCE NETTE	115 927	1 003 974	EMPLOI NET		
Variation du fonds de roulement net global			Besoins (B)	Dégagements (D)	Solde N (D-B)
VARIATIONS EXPLOITATION					
Variations des actifs d'exploitation - Stocks et en-cours - Avances et acomptes versés sur commandes - Créances clients, comptes rattachés et autres créances			561 401		-561 401
Variations des dettes d'exploitation - Avances et acomptes reçus sur commandes en cours - Dettes fournisseurs, comptes rattachés et autres dettes			2 940		-2 940
TOTAUX EXPLOITATION			564 341		-564 341
A VARIATION NETTE EXPLOITATION					-564 341
VARIATIONS HORS EXPLOITATION					
Variations des autres débiteurs Variations des autres créditeurs				3 557 653 301	3 557 653 301
TOTAUX HORS EXPLOITATION				656 858	656 858
B VARIATION NETTE HORS EXPLOITATION					656 858
TOTAL [A+B] DEGAGEMENT NET DE FONDS DE ROULEMENT					92 518
VARIATIONS TRESORERIE					
Variations des disponibilités Variations concours bancaires courants, soldes crédit. banque			27 589 180 855		-27 589 -180 855
TOTAUX TRESORERIE			208 444		-208 444
C VARIATION NETTE TRESORERIE					-208 444
VARIATION FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL [A+B+C] : RESSOURCE NETTE					-115 927